

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BANQUE DES CARAÏBES**

Société Anonyme au Capital de 83.111.595,69 Euros  
 ayant pour numéro unique d'identification 315 769 257 RCS Pointe-à-Pitre,  
 ayant son siège social : 30, rue Frébault - 97110 POINTE-A-PITRE

**Comptes annuels au 31 décembre 2020 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2021**

**I. — Bilan et hors bilan**

<b>Bilan actif (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Caisse, Banques centrales	5 643	25 586
Effet Publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit (Note 2)	6 047	80 349
Opérations avec la clientèle (Note 3 et Note 4)	351 051	342 517
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 299	2 299
Participations et autres titres détenus à long terme	353	504
Parts dans les entreprises liées	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat (Note 5)	52 744	57 325
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles (Note 6)	2 399	1 923
Immobilisations corporelles (Note 6)	2 758	2 631
Capital souscrit non versé	-	-
Autres actifs (Note 7)	5 094	4 640
Comptes de régularisation (Note 7)	1 090	5 019
<b>Total de l'actif</b>	<b>429 479</b>	<b>520 794</b>
<b>Bilan passif (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit (Note 8)	159 235	185 268
Opérations avec la clientèle (Note 9)	245 240	251 958
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres Passifs (Note 10)	1 403	2 310
Comptes de régularisation (Note 10)	6 029	6 332
Provisions (Note 11 et Note 12)	3 790	3 743
Dettes subordonnées (Note 13)	6 098	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-
Capitaux propres hors FRBG (Note 14)	7 684	71 183
– dont Capital souscrit	10 112	83 112
– dont Réserves	19 769	19 769
– dont Report à nouveau	-16 018	-22 197
– dont Résultat de l'exercice	-6 178	-9 501
<b>Total du passif</b>	<b>429 479</b>	<b>520 794</b>
<b>Hors bilan (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
<b><u>Engagements donnés</u></b>		
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>14 035</b>	<b>8 780</b>
• en faveur d'établissement de crédit	-	-
• en faveur de la clientèle	14 035	8 780
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>36 110</b>	<b>28 616</b>
• d'ordre de la clientèle	36 110	28 616
• d'ordre d'établissement de crédit	0	0
<b><u>Engagements reçus</u></b>		
<b>Engagements de financement reçus</b>	-	-
• d'établissement de crédit	-	-
• de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie reçus</b>	<b>178 959</b>	<b>169 848</b>
• d'établissement de crédit	178 959	169 848

**II. — Compte de résultat**

<b>Compte de résultat (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Intérêts et produits assimilés (Note 15)	12 487	10 757
Intérêts et charges assimilés (Note 16)	-5 045	-3 195
Produits sur opérations de Crédit Bail et assimilés (Note 17)	22 049	24 168
Charges sur opérations de Crédit Bail et assimilés (Note 17)	-22 171	-25 784

Produits sur opérations de location simple	-	
Charges sur opérations de location simple	-	
Revenus des titres à revenu variable (Note 18)	2	0
Commissions (produits) (Note 19)	5 847	4 686
Commissions (charges) (Note 19)	-1 088	-974
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (Note 20)	34	-17
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	
Autres produits d'exploitation bancaire (Note 21)	479	355
Autres charges d'exploitation bancaire (Note 21)	-437	-262
<b>Produit net bancaire</b>	<b>12 157</b>	<b>9 735</b>
Charges générales d'exploitation (Note 22)	-18 482	-17 804
– Charges de personnel	-10 958	-10 084
– Autres charges administratives	-7 524	-7 721
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 124	-1 251
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-7 449</b>	<b>-9 321</b>
Coût du risque (Note 23)	-2 888	-173
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-10 337</b>	<b>-9 493</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 24)	-52	-7
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>-10 389</b>	<b>-9 501</b>
Résultat exceptionnel (Note 25)	436	0
Impôts sur les bénéfices (Note 26)	3 775	0
Dotations / Reprises de FBRG et provisions réglementées	-	
<b>Résultat net</b>	<b>-6 178</b>	<b>-9 501</b>

### III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2020 se solde par un résultat perte de - 9 500 822,65 euros, l'Assemblée générale des actionnaires décide d'affecter l'intégralité du résultat déficitaire au compte « Report à Nouveau » pour un montant - 9 500 822,65 euros.

Ainsi, le compte « Report à Nouveau » sera établi à - 31 697 588,90 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, nous vous rappelons qu'il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices écoulés.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité*

### IV. — Notes annexes

#### Note 1 - Principes et méthodes comptables

Les comptes individuels de Banque des Caraïbes ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de Banque des Caraïbes au 31 décembre 2020.

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, il est précisé qu'aucune transaction significative entre parties liées n'a été conclue à des conditions hors marché et qu'il n'a été identifié aucune opération présentant des risques et avantages significatifs non-inscrits au bilan nécessitant une information particulière.

#### Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2020.

#### Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

#### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

#### Créances douteuses

Les créances douteuses sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non – recouvrement total ou partiel qui provient :

- Soit d'une possibilité de défaillance de la contrepartie liée à sa situation financière individuelle.
- Soit d'un litige déclaré au sujet de la créance elle-même.

Sont réputées créances douteuses au titre d'un risque de défaillance de la contrepartie, les créances correspondant à l'un des situations suivantes :

a) Existence d'échéances impayées depuis :

- Plus de trois mois pour tous les types de crédit ou les crédits baux mobiliers.
- Plus de six mois pour les crédits immobiliers aux acquéreurs de logement et les crédits baux immobiliers.
- Plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales.

b) Situation de la contrepartie présentant des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'entité a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie (existence de procédures d'alerte par exemple).

c) Contrepartie faisant l'objet d'une procédure contentieuse (procédure de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, assignation devant un tribunal international).

Les créances douteuses comprennent aussi bien le capital (échu impayé et restant dû) que les intérêts (échus impayés et courus).

#### Créances douteuses compromises

Sont des créances douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles, après une durée raisonnable de classement en douteux, la disparition du risque de crédit avéré (requalification en créance saine) n'est plus prévisible compte tenu des conditions de solvabilité de la contrepartie. En tout état de cause, le classement de créances en douteuses compromises intervient au plus tard un an après la classification en douteuses (1).
- Les créances à durée déterminée pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée.
- Les créances à durée indéterminée pour lesquelles la rupture des relations commerciales a été notifiée à la contrepartie selon les modalités prévues par le contrat.

(1) Par exception, cette date limite peut être repoussée s'il existe encore un espoir raisonnable de disparition du risque de crédit, cet espoir devra être apprécié dossier par dossier et documenté pour justification auprès des auditeurs internes et externes, ces derniers pouvant apprécier rétrospectivement la pertinence de la dérogation au vu du dénouement des créances concernées (retour en créances saines ou passage en pertes), et en interdisant le cas échéant l'usage ultérieur.

#### Dépréciation pour créances douteuses

Les créances impayées font l'objet d'un suivi au cas par cas. Lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement, le dossier classé en créances douteuses fait l'objet d'une dépréciation dont le montant est fonction des possibilités de recouvrement.

Les créances douteuses font l'objet d'un suivi permanent, dossier par dossier. Les dépréciations sur créances douteuses sont revues dès qu'un élément du dossier évolue (remboursement de tout ou partie de la créance, changement de situation du client...). Dès lors qu'il n'existe aucune perspective de recouvrement, la créance est considérée comme irrécouvrable. Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

#### Garanties

Les garanties reçues d'établissements de crédit ou de la clientèle, notamment sous la forme de cautions font l'objet d'une revue trimestrielle sur les créances douteuses. Sur les crédits à l'habitat bénéficiant d'une garantie d'établissement de crédit, un appel à caution est effectué au bout de 3 échéances impayées.

Les engagements bénéficiant d'une garantie hypothécaire, font l'objet d'une revue annuelle. Pour les créances possédant une garantie hypothécaire, la valorisation du bien immobilier est basée sur une valeur d'expertise.

#### Actualisation des flux de recouvrement

L'application de cette disposition du règlement ANC n° 2014-07 s'est traduite en 2020 par une dotation de 380 K€ intégralement enregistrée en coût net du risque.

#### Créances restructurées

Le montant au 31 décembre 2020, des créances restructurées à des conditions inférieures aux conditions d'origine n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture.

#### Portefeuille titres

##### Actions et autres titres à revenus variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Au 31/12/20, la Banque des Caraïbes détient des actions BPI Financement enregistrées au bilan, dans l'agrégat actions et autres titres à revenus variables, à leur valeur d'acquisition, soit 2,3 M€.

##### Participations et autres titres détenus à long terme

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette

valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Au 31/12/20, la Banque des Caraïbes détient des :

- Des titres de participations VISA INC pour 0,03 M€
- Des certificats d'associations pour 0,12 M€

#### **Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle :**

##### **Dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports (Bons de Caisse essentiellement).

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### **Dettes subordonnées**

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **Opérations de crédit-bail**

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan dans le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat », pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée normale d'utilisation des biens concernés (d'un à dix selon la nature du bien).

Les revenus de ces opérations sont inclus dans les produits bancaires sous déduction des amortissements calculés

Le mode de paiement des échéances est à échoir.

##### **Immobilisations temporairement non louées**

Le compte des immobilisations temporairement non louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. Ces immobilisations continuent d'être amorties comptablement et leur valeur nette comptable fait l'objet d'une dépréciation à 100 %.

##### **Réserve latente**

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. Elle fait l'objet d'une provision lorsqu'elle est négative

#### **Immobilisations**

La Banque des Caraïbes applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Pour les immeubles d'exploitation, la Banque des Caraïbes a appliqué cette approche en retenant les composants et durées d'amortissements suivants :

Infrastructures	gros œuvre	40 ans
	façades et toitures	30 ans
Installations techniques	ascenseur	25 ans
	électricité	25 ans
	groupe électrogène	30 ans

	climatisation	20 ans
	autres installations techniques	10 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes, et appliquées selon le mode linéaire :

– Constructions	20 à 50 ans
– aménagements / installation	5 à 10 ans
– mobilier	5 à 10 ans
– matériel	3 à 5 ans
– véhicules	4 ans
– machines de bureau	5 ans
– logiciels	5 à 10 ans

### **Provisions**

Les provisions pour risques divers et litiges représentent des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, ou que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les encours sensibles sont définis à dire d'expert et correspondent à des créances dans une situation économique dégradée mais ne nécessitant pas de déclassement en défaut.

La Banque des Caraïbes a constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement calculées à partir de sa meilleure estimation du risque de perte encouru. Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

Au 31 décembre 2020, la Banque des Caraïbes possède 618 milliers d'euros de provisions sur des créances non douteuses.

### **Épargne-logement**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets mis en application de cette loi.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans d'épargne logement (PEL), la Banque des Caraïbes procède depuis l'exercice 2007 à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat)
- des engagements pris en matière de rémunération de l'épargne logement, pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée)

### **Engagements sociaux, avantages postérieurs à l'emploi**

Le montant global des provisions pour engagements sociaux s'élève à 1,3 M€ au 31/12/2020. Cf. note Frais de personnel et avantages au personnel.

### **Produits et charges**

#### ***1. Produits et charges d'intérêts***

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### ***2. Produits et charges de commissions***

Les rubriques de Produits et charges de commissions regroupent les commissions sur prestations de services et engagements qui ne sont pas assimilables à des intérêts. Les commissions assimilables à des intérêts font partie intégrante du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel elles se rapportent et sont enregistrées en Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilés.

La Banque des Caraïbes enregistre en résultat les produits et charges de commissions pour un montant représentant la contrepartie du service fourni et intégralement enregistré en résultat quand la prestation est réalisée.

### **Frais de personnel et Avantages au personnel**

#### ***1. Frais de personnel***

La rubrique Frais de Personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, ainsi que les charges de retraite des différents régimes et les charges liées à l'application du règlement ANC 2013-R-02 relatif à l'évaluation des régimes de retraite et avantages similaires.

#### ***2. Avantages au personnel***

La société peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail ou le compte épargne temps
- des indemnités de fin de carrière

#### Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation de la société se limite au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels la société s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (Départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité constituent des écarts actuariels. Ils sont amortis en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiaires du régime concerné.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus),
- le coût financier correspondant à l'effet de désactualisation,
- l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

#### Avantages à long terme

Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi, au traitement près des écarts actuariels et des coûts des services passés qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

#### Méthode d'évaluation des engagements

Le coût des engagements sociaux est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à constater individu par individu la valeur actuelle de la prestation future basée sur les services acquis en date de clôture.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité de ces engagements.

Elle est évaluée annuellement par des actuaires indépendants. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

La Banque des Caraïbes, sous préconisation du Groupe MMB, a eu recours au Cabinet MERCER.

#### Comptabilisation au bilan

La provision comptabilisée au bilan est égale à l'engagement net des régimes, c'est-à-dire la différence entre la valeur actualisée des obligations acquises calculée avec la méthode ci-dessus et la juste valeur des actifs du régime.

#### Comptabilisation de la charge annuelle

La charge comptabilisée au compte de résultat pour les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi comprend :

- le coût théorique des services rendus au cours de l'exercice
- (+) le coût financier (intérêts sur la valeur des engagements)
- (+) le coût des services passés

Le montant global de la provision liée aux engagements sociaux (Indemnités de fin de carrière, médailles du travail) au 31.12.2020 s'élève à 1,27 M€.

#### Coût du risque

Le contenu de la rubrique Coût du Risque se limite aux dotations nettes des reprises de dépréciations et de provisions sur risques de contrepartie et pour litiges.

Les dotations nettes aux dépréciations et aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

#### Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique gains et pertes sur actifs immobilisés regroupe les plus ou moins-values de cession.

Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au niveau du Produit Net Bancaire.

#### Comptabilisation impôts sur les bénéfices

La Société Générale, dans un but d'optimisation de la gestion de la charge fiscale du groupe, formée par elle-même et par certaines filiales contrôlées à plus de 95 %, a opté depuis 1989 pour le régime d'intégration fiscale défini aux articles 223A et suivants du CGI et avait inclus SGBA dans son périmètre d'intégration.

Suite à la cession, la BDC est sortie du groupe d'intégration fiscale au 01/01/2020.

### Résultat exceptionnel

Il représente les charges et les produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Banque des Caraïbes.

### Opérations sur les instruments financiers à terme

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des swaps de taux d'intérêt, de devises et d'opérations assimilées, ces instruments font l'objet d'une classification en fonction de l'intention de gestion exprimée par la Banque des Caraïbes.

La BDC utilise depuis 2008 des swaps de taux d'intérêt en couverture du risque de taux d'intérêt relatif à des prêts octroyés à la clientèle.

Les engagements relatifs à ces opérations étaient inscrits dans les comptes d'hors-bilan pour la valeur nominale des contrats, soit 20,5 M€ au 31 décembre 2019. Ces opérations ont été sorties du hors-bilan en février 2020 suite à leur révocation.

### Événements marquants de la période

#### 1. Augmentation de capital social

Le capital social de la Banque des Caraïbes a été porté de 10.111.588,10 euros à 83.111.595,69 euros en date du 21 février 2020.

#### 2. Changement de contrôle au 2 mars 2020 et modification juridiques associées

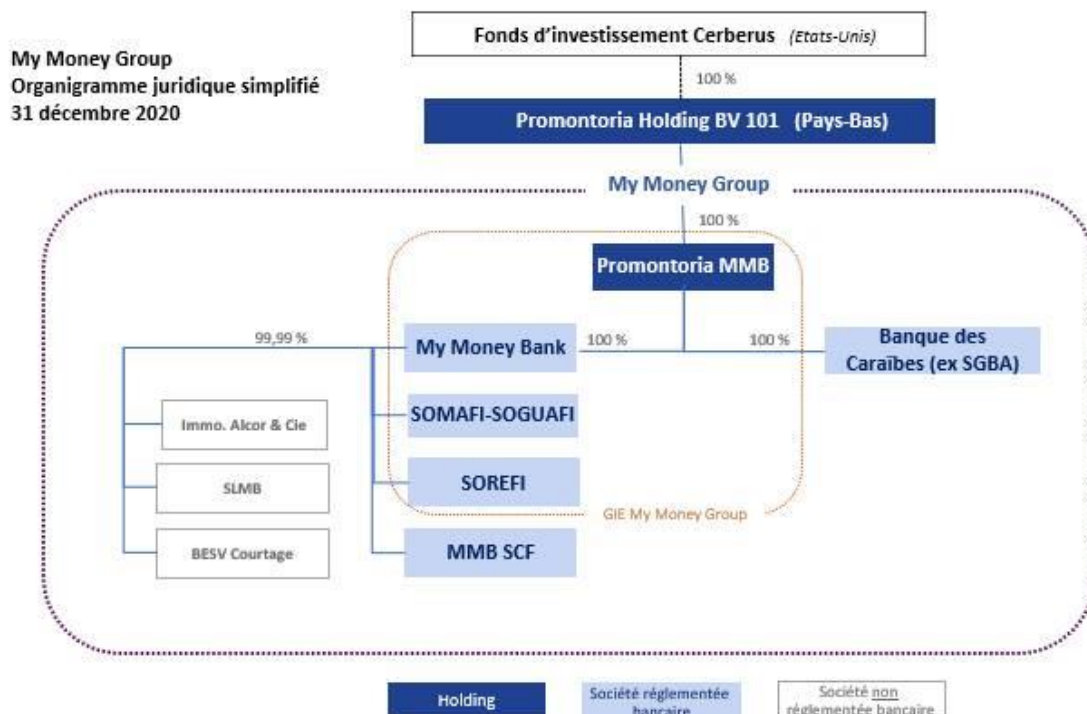
La Banque des Caraïbes est depuis le 2 mars 2020 filiale de l'établissement de crédit agréé en tant que banque, My Money Bank elle-même filiale de Promontoria MMB, compagnie financière holding de statut français, affiliée au fonds d'investissement américain Cerberus. Jusqu'à cette date, l'entité était détenue par le groupe Société Générale.

L'ensemble des autorisations réglementaires telles que définies dans le contrat de cession, notamment la décision de la banque centrale européenne (la « BCE »), autorisant la transaction, ont été obtenues en février 2020, permettant la réalisation de la transaction et le changement de contrôle à la date du 2 mars 2020.

Le changement de contrôle de la Banque des Caraïbes a été suivi des opérations suivantes approuvées le 2 mars 2020 :

- Refonte des statuts de la société et du règlement intérieur du conseil d'administration ;
- Mise en place d'une nouvelle gouvernance, nomination des trois dirigeants effectifs, nomination des nouveaux membres du conseil d'administration ;
- Modification de la dénomination sociale de SGBA en Banque des Caraïbes sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (l'« ACPR ») avec confirmation de la délégation de pouvoir au directeur général de la Société pour constater le changement de dénomination sociale. L'autorisation de l'ACPR a été donnée le 10 avril 2020.

L'organigramme de My Money Group, groupe formé au niveau de Promontoria MMB, auquel appartient désormais Banque des Caraïbes s'établit, en conséquence, au 2 mars 2020 comme suit :



#### 3. Gestion de la crise sanitaire « Covid 19 »

Dans le contexte de la crise sanitaire relative à l'épidémie du Covid-19, l'activité bancaire ayant été retenue comme activité essentielle, la Société, a activé les dispositions de son plan de continuité d'activité, incluant le recours au travail à distance, lorsque celui-ci est possible et en fonction des contraintes informatiques, en particulier pendant les périodes de confinement.

Pendant cette période les personnes indispensables au fonctionnement des services clés de la Société ont été mobilisées. L'objectif était de fournir à la clientèle de particuliers et entreprises des services les plus proches possible d'un fonctionnement normal.



Sur le plan purement sanitaire, la Direction des ressources humaines a assuré le pilotage et la mise en œuvre des mesures barrières afin d'éviter la diffusion du virus au sein de l'entreprise (distribution de masques, installation de distributeurs de gels hydroalcooliques, mise en place de process de circulation des collaborateurs présents au sein de l'entreprise, suivi des présences...).

Une des activités essentielles de cette période de crise sanitaire et de confinement, consistait à accompagner l'État dans la mise en place des mesures de soutien aux acteurs économiques (particuliers et entreprises).

Il s'agissait de l'octroi aux clients de la Banque des Caraïbes des Prêts Garantis par l'État (PGE), et de la mise en place des reports d'échéances sur les crédits amortissables et crédits baux en cours.

Sur l'année 2020 ce sont 87 PGE qui ont été octroyés pour un total de 17,2 M€ et 3 150 contrats de crédits qui ont bénéficié d'un report d'échéance (dont 2892 contrats de crédit-baux) pour un total de 140 M€ d'encours.

L'accueil de la clientèle dans les agences a été maintenu pendant toute la période de crise.

La totalité des agences est restée ouverte à la clientèle, dans le respect des gestes barrières, et des distances de sécurité.

Par le canal du site internet, les clients pouvaient transmettre leurs demandes de renseignements ou de services.

Le traitement de ces demandes était suivi par une équipe de deux collaborateurs qui pouvaient travailler en présentiel ou à distance.

Un des principaux enseignements de la gestion de cette période de confinement, est la nécessité d'intensifier le parc d'ordinateurs portables afin d'étendre le dispositif de télétravail à davantage de personnels, et d'améliorer la qualité des outils de communication pour bénéficier d'un débit plus fluide.

### Événements postérieurs à la période

Le Conseil d'administration de la Banque des Caraïbes a nommé avec effet au 1er mars 2021, M. Jacques Rouquette en qualité de Directeur Général et MM. Guillaume Boyer et Daniel Silo en qualité de Directeurs Généraux Délégués.

### **Informations sur le bilan**

#### Note 2 - Créances sur les établissements de crédit (en K€)

	2019	2020
Comptes ordinaires débiteurs	6 047	80 349
Créances rattachées	0	0
<b>Total</b>	<b>6 047</b>	<b>80 349</b>

Durée Résiduelle	2019	2020
0 - 3 mois	6 047	80 349
<b>Total</b>	<b>6 047</b>	<b>80 349</b>

#### Note 3 - Opérations avec la clientèle Actif (en K€)

	2019	2020
<b>Créances saines</b>	<b>338 753</b>	<b>332 232</b>
- Créances commerciales	542	431
- Crédits de trésorerie	25 417	22 029
- Crédits équipement	171 501	152 961
- Crédits habitat	117 943	122 965
- Autres crédits	0	17 132
- Crédits restructurés	112	73
- Comptes ordinaires débiteurs	20 558	14 640
- Valeurs non imputées	1 642	1 003
- Prêt clientèle financière	0	0
- Créances rattachées	1 038	995
<b>Créances douteuses</b>	<b>23 313</b>	<b>21 180</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-11 015</b>	<b>-10 895</b>
<b>Total</b>	<b>351 052</b>	<b>342 517</b>

#### Note 3.1 - Concours à la clientèle par marché (en K€)

(Hors VNI, Prêt Clientèle financière, Créances rattachées, Créances douteuses et dépréciations)

	2019	2020
Clientèle de Particuliers	108 057	116 533
Clientèle Commerciale et Professionnelle	228 016	225 984
<b>Total</b>	<b>338 753</b>	<b>342 517</b>

#### Note 3.2 - Échéances de Créances

Durée Résiduelle	2019	2020
0 - 3 mois	38 172	29 433
3 - 12 mois	35 673	35 083
1 à 5 ans	152 204	134 431
+ 5 ans	125 002	143 570

<b>Total</b>	<b>351 051</b>	<b>342 517</b>
--------------	----------------	----------------

**Note 4 - Créances douteuses et Dépréciations (en K€)**

	31/12/2020					
	Encours Sains	Encours Douteux	dont Encours douteux compromis	Dépréciations Encours Douteux	dont Dépréciations Encours Douteux Compromis	Encours douteux nets
Encours sur la Clientèle	332 232	21 180	9 799	-10 895	-4 036	10 285
<b>Total</b>	<b>332 232</b>	<b>21 180</b>	<b>9 799</b>	<b>-10 895</b>	<b>-4 036</b>	<b>10 285</b>

	31/12/2019					
	Encours Sains	Encours Douteux	dont Encours douteux compromis	Dépréciations Encours Douteux	dont dépréciations Encours Douteux Compromis	Encours douteux nets
Encours sur la Clientèle	338 753	23 313	2 159	-11 015	-1 266	12 298
<b>Total</b>	<b>338 753</b>	<b>23 313</b>	<b>2 159</b>	<b>-11 015</b>	<b>-1 266</b>	<b>12 298</b>

Dépréciations sur Créances clients	Montant au 31/12/2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31/12/2020
Créances douteuses compromises et non compromises	9 917	4 237	-4 737	9 417
Actualisation de l'estimé récupérable	1 098	1 478	-1 098	1 478
<b>Total</b>	<b>11 015</b>	<b>5 715</b>	<b>-5 835</b>	<b>10 895</b>

**Note 5 - Crédit - bail****Note 5.1 - Ventilation des opérations Crédit-Bail (en K€)**

Valeur brute	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Crédit-bail et opérations assimilées	88 751	23 598	16 182	96 166
Créances rattachées	47	6 479	47	6 479
Créances douteuses	367	187		554
<b>Sous-total</b>	<b>89 165</b>	<b>30 264</b>	<b>16 229</b>	<b>103 200</b>
Amortissements / dépréciations	Fin exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Amortissements	-36 060	-22 396	13 104	-45 353
Dépréciations	-360	-368	207	-522
<b>Sous-total</b>	<b>-36 421</b>	<b>-22 765</b>	<b>13 311</b>	<b>-45 875</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>52 744</b>	<b>7 500</b>	<b>2 918</b>	<b>57 325</b>

**Note 5.2 - Encours par secteur économique (en K€)**

	2019	2020
Distribution	2 132	1 804
Automobile	6 608	5 220
Services	4 244	4 607
BTP	4 156	4 598
Immobilier	1 014	785
Commerce	2 373	2 436
Agro - Alimentaire	966	543
Tourisme /Hôtellerie dont loueurs de voitures	27 312	32 367
Divers	3 938	4 964
<b>Total</b>	<b>52 744</b>	<b>57 325</b>

Au 31/12/2020, la réserve latente sur opérations de crédit-bail et assimilées s'élève à 4 923 346,84 euros pour un encours financier de 54 634 933,14 euros.

**Note 6 - Immobilisations et Amortissements (en K€)**

	Montant brut début 2020	Acquisition	Cessions	Montant brut fin 2020
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 777</b>	<b>515</b>	<b>-470</b>	<b>7 822</b>
Fonds commercial	592	0	-30	562
Immobilisation incorporelle informatique	7 186	515	-440	7 260
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>11 104</b>	<b>166</b>	<b>-642</b>	<b>10 628</b>
<i>Exploitation</i>				
Terrains bâtis	86	0	0	86
Constructions exploitation	1 815	0	-5	1 810
Matériels informatiques	1 452	73	-245	1 280

Matériels de transport	87	0	0	87
Matériel de bureau & mobiliers	1 415	3	-13	1 405
Agencements & installations divers	3 592	1	-352	3 241
Agencements & installations constructions	2 583	51	-26	2 608
Matériels divers	74	37	0	111
<i>Hors exploitation</i>				
Mobiliers hors exploitation	53	0	0	53
Agencement divers hors exploitation	106	0	0	106
Constructions hors exploitation	551	0	0	551
Immobilisations en cours	71	1 018	-694	394
<b>Total</b>	<b>19 661</b>	<b>1 699</b>	<b>-1 807</b>	<b>19 553</b>

	Amortissement début 2020	Dotations	Reprises	Amortissement fin 2020
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 378</b>	<b>636</b>	<b>115</b>	<b>5 899</b>
Fonds commercial				
Immobilisation incorporelle informatique	5 378	636	115	5 899
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 770</b>	<b>447</b>	<b>505</b>	<b>9 539</b>
<i>Exploitation</i>				
Terrains bâtis	0	0	0	0
Constructions exploitation	2 134	75	21	2 188
Matériels informatiques	1 098	77	195	979
Matériel de transport	87	1	0	87
Matériel de bureau & mobiliers et Matériels divers	1 304	55	13	1 346
Agencements & installations divers	2 807	198	270	2 735
Agencements & installations constructions	1 341	41	5	1 376
<i>Hors exploitation</i>				
Mobiliers hors exploitation	33	3	0	36
Agencement divers hors exploitation	73	6	0	80
Constructions hors exploitation	250	22	0	272
<b>Total</b>	<b>14 504</b>	<b>1 114</b>	<b>621</b>	<b>14 998</b>

**Note 7 - Comptes de régularisation et Autres actifs (en K€)**

	2019	2020
<b>Autres actifs</b>	<b>5 094</b>	<b>4 640</b>
– Dépôts de garantie versés	-	-
– Débiteurs divers	5 058	4 599
– Autres stocks et assimilés	36	41
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>1 090</b>	<b>5 019</b>
– Valeurs reçues à l'encaissement	273	380
– Ajustements devises	21	0
– Valeurs à rejeter	26	7
– Charges constatées d'avance	66	44
– Charges à étaler		3 982
– Produits à recevoir	616	526
– Autres comptes de régularisation	87	79
<b>Total</b>	<b>6 184</b>	<b>9 659</b>

**Note 8 - Dettes envers les établissements de crédit (en K€)**

Dettes envers les établissements de crédit	Durée Résiduelle au 31/12/2020						31/12/2019
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Dettes rattachées	Total	
<b>Comptes et emprunts</b>							
– à vue	3 590					3 590	52 863
– à terme (*)	30 000	21	150 089	12	1 557	181 679	106 372
<b>Total</b>	<b>33 590</b>	<b>21</b>	<b>150 089</b>	<b>12</b>	<b>1 557</b>	<b>185 268</b>	<b>159 235</b>

(\*) La Banque des Caraïbes bénéficie d'emprunts de refinancement souscrits auprès de MMB pour un encours de 180 M€ au 31/12/2020.

**Note 9 - Dettes envers la clientèle (en K€)**

Comptes créditeurs de la clientèle	Durée Résiduelle au 31/12/2020						31/12/2019
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Dettes rattachées	Total	
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>180 109</b>				<b>3</b>	<b>180 112</b>	<b>161 089</b>

<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>43 436</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>373</b>	<b>43 809</b>	<b>41 888</b>
– à vue	41 648					41 648	33 825
– à terme	1 787	0	0	0	373	2 160	8 063
<b>Autres dettes envers la clientèle</b>	<b>23 305</b>	<b>2 350</b>	<b>1 181</b>	<b>1 028</b>	<b>174</b>	<b>28 037</b>	<b>42 263</b>
– à vue	2 982					2 982	2 275
– à terme (Compte à terme)	20 323	2 350	1 181	1 028	174	25 056	39 989
<b>Total</b>	<b>246 849</b>	<b>2 350</b>	<b>1 181</b>	<b>1 028</b>	<b>549</b>	<b>251 958</b>	<b>245 240</b>

**Note 10 - Comptes de régularisation et Autres Passifs et (en K€)**

	<b>2019</b>	<b>2020</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>1 403</b>	<b>2 310</b>
Sièges et succursales	2	337
Dépôts de garantie reçus	0	0
Autres créditeurs divers	1 401	1 973
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>6 029</b>	<b>6 332</b>
Produits constatés d'avance	1 051	970
Charges à payer	4 907	5 362
Autres comptes de régularisation	51	0
Comptes d'ajustement	20	0
<b>Total</b>	<b>7 432</b>	<b>8 642</b>

**Note 11 - Provisions (en K€)**

<b>Provisions</b>	<b>Montant au 31/12/2019</b>	<b>Augmentations dotations de l'exercice</b>	<b>Reprises utilisées au cours de l'exercice</b>	<b>Reprises non utilisées au cours de l'exercice</b>	<b>Montant au 31/12/2020</b>
<b>Provisions sur risques clients</b>	<b>2 042</b>	<b>1 015</b>	<b>-680</b>	<b>-247</b>	<b>2 131</b>
<i>dont Engagements par signature</i>	<i>375</i>	<i>0</i>	<i>-74</i>	<i>0</i>	<i>301</i>
<i>dont Litiges clients</i>	<i>1 061</i>	<i>397</i>	<i>0</i>	<i>-247</i>	<i>1 212</i>
<i>dont dossiers sensibles (provision 12,5 %)</i>	<i>606</i>	<i>618</i>	<i>-606</i>	<i>0</i>	<i>618</i>
<b>Engagements sociaux</b>	<b>1 415</b>	<b>1 272</b>	<b>-1 415</b>	<b>0</b>	<b>1 272</b>
<i>dont Indemnités de Fin de carrière</i>	<i>1 157</i>	<i>1 074</i>	<i>-1 157</i>	<i>0</i>	<i>1 074</i>
<i>dont Médailles</i>	<i>258</i>	<i>198</i>	<i>-258</i>	<i>0</i>	<i>198</i>
<i>dont Indemnités de Pré-retraites</i>	<i>0</i>				<i>0</i>
<b>Épargne Logement</b>	<b>74</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>74</b>
<b>Autres provisions</b>	<b>259</b>	<b>89</b>	<b>-81</b>	<b>0</b>	<b>267</b>
<b>Total</b>	<b>3 790</b>	<b>2 375</b>	<b>-2 175</b>	<b>-247</b>	<b>3 744</b>

**Note 12 - Épargne Logement (en K€)**

<b>Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Encours des prêts	22	17
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>17</b>

<b>Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
<b>Plan d'épargne logement (PEL)</b>	<b>7 645</b>	<b>7 381</b>
– ancienneté de moins de 4 ans	1 327	1 010
– ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	3 845	3 669
– ancienneté de plus de 10 ans	2 473	2 702
<b>Comptes épargne logement (CEL)</b>	<b>1 137</b>	<b>1 160</b>
<b>Total</b>	<b>8 782</b>	<b>8 541</b>

<b>Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement (en K€)</b>	<b>2019</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>2020</b>
<b>Plan d'épargne logement (PEL)</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>70</b>
– ancienneté de moins de 4 ans	0	0	0	0
– ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	14	0	0	14
– ancienneté de plus de 10 ans	56	0	0	56
<b>Provision sur prêt émis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Comptes épargne logement (CEL)</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>74</b>

**Note 13 - Dettes subordonnées (en K€)**

<b>Dettes subordonnées</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Dettes subordonnées à terme	0	0

Dettes subordonnées à durée indéterminée	6 098	0
Dettes rattachées	0	0
<b>Total</b>	<b>6 098</b>	<b>0</b>

Suite à la cession, le prêt subordonné à taux variable (EURIBOR 12 mois) souscrit auprès de la Société Générale pour un montant de 6,1 M€ a fait l'objet d'un remboursement anticipé au 28/02/2020.

#### Note 14 - Capitaux Propres

##### Note 14.1 Variation des capitaux propres (en K€)

	Capital	Primes	Réserves	RAN	Dividendes	Résultat	Total
<b>Position au début de l'exercice – 2019</b>	<b>10 112</b>	<b>18 801</b>	<b>968</b>	<b>-16 373</b>	<b>0</b>	<b>354</b>	<b>13 862</b>
Résultat de l'exercice (avant affectation)						-6 178	-6 178
Affectation du résultat de l'exercice précédent				354		-354	0
Réserves et Prime d'émission							
Réduction de capital							
Augmentation de capital							
<b>Position à la clôture de l'exercice - 2019</b>	<b>10 112</b>	<b>18 801</b>	<b>968</b>	<b>-16 018</b>	<b>0</b>	<b>-6 178</b>	<b>7 684</b>

	Capital	Primes	Réserves	RAN	Dividendes	Résultat	Total
<b>Position au début de l'exercice – 2020</b>	<b>10 112</b>	<b>18 801</b>	<b>968</b>	<b>-16 018</b>	<b>0</b>	<b>-6 178</b>	<b>7 684</b>
Résultat de l'exercice (avant affectation)						-9 501	-9 501
Affectation du résultat de l'exercice précédent				-6 178		6 178	0
Réserves et Prime d'émission							
Réduction de capital							
Augmentation de capital	73 000						73 100
<b>Position à la clôture de l'exercice - 2020</b>	<b>83 112</b>	<b>18 801</b>	<b>968</b>	<b>-22 197</b>	<b>0</b>	<b>-9 501</b>	<b>71 183</b>

#### Note 14.2 - Composition du capital

Capital souscrit	2019		2020	
	Nombre	Nominal (€)	Nombre	Nominal (€)
Actions ordinaires	24 662 410	0,41	202 711 209	0,41
<b>Total</b>	<b>24 662 410</b>	<b>0,41</b>	<b>202 711 209</b>	<b>0,41</b>

Promontoria MMB détient en propre 0,01 % et par le biais de My Money Bank 99,99 % du capital de la Banque des Caraïbes et, de ce fait, reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés les comptes de Banque des Caraïbes.

#### Note 14.3 - Projet d'affectation du Résultat

	2020 avant AG de clôture	Projet d'affectation	Augmentation de capital du 21.02.2020	2020 après AG de clôture
Capital social	83 112		0	83 112
Primes et réserves	19 769			19 769
Report à Nouveau	-22 197	-9 501		-31 698
Résultat de l'exercice	-9 501	9 501		0
<b>Total Fonds propres</b>	<b>71 183</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>71 183</b>

#### Informations sur le compte de résultat

##### Note 15 - Intérêts et Produits assimilés (en K€)

	2019	2020
<b>Opérations avec établissement de crédit</b>	<b>45</b>	<b>71</b>
<b>Opérations avec la clientèle :</b>	<b>12 375</b>	<b>10 685</b>
– Créances commerciales	18	6
– Crédit de trésorerie	689	875
– Crédit d'équipement	5 777	4 696
– Crédit à l'habitat	3 131	2 976
– Autres crédits à la clientèle - intérêts de retard sur échéances prêts	3	108
– Comptes ordinaires débiteurs	1 027	566
– Autres	1 371	1 193
– Engagement hors bilan	360	263
<b>Obligations et autres titres à revenus fixes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Opérations de couverture</b>	<b>67</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>12 487</b>	<b>10 757</b>

**Note 16 - Intérêts et Charges assimilés (en K€)**

	2019	2020
<b>Opérations sur établissements de crédits</b>	<b>3 075</b>	<b>1 971</b>
<b>Opérations sur dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Opérations clientèle</b>	<b>1 032</b>	<b>964</b>
– Comptes ordinaires créditeurs	10	11
– Livrets ordinaires	100	84
– Livrets Jeunes	2	1
– Livret Développement Durable	59	42
– CEL	6	3
– PEL	207	174
– PEP	70	71
– Comptes à terme	131	120
– Bons de caisse	0	0
– Autres	352	444
– Engagement hors bilan	95	14
<b>Autres</b>	<b>938</b>	<b>259</b>
<b>Total</b>	<b>5 045</b>	<b>3 195</b>

**Note 17 - Produits et Charges sur opérations Crédit-Bail et assimilés (en K€)**

	2019	2020
<b>Produits sur opérations de crédit bail</b>	<b>22 049</b>	<b>24 168</b>
– Opérations de crédit bail	19 034	20 581
– Reprises de dépréciations sur immobilisations	0	0
– Plus-values de cessions	2 559	3 190
– Autres produits	456	396
<b>Charges sur opérations de crédit bail</b>	<b>-22 171</b>	<b>-25 784</b>
– Dotations aux amortissements	- 19 487	-22 396
– Dotations aux dépréciations	0	0
– Moins-values de cession	- 2 612	-3 078
– Autres charges	- 71	-310
<b>Total</b>	<b>-123</b>	<b>-1 616</b>

**Note 18 - Revenus des titres à revenus variable (en K€)**

	2019	2020
Dividendes sur titres de placement	2	0
Dividendes et produits assimilés	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

**Note 19 - Commissions (en K€)**

	2019			2020		
	Charges	Produits	Nets	Charges	Produits	Nets
Opérations de trésorerie et interbancaires	-383	-	-383	-330		-330
Opérations avec la clientèle		3 508	3 508		2 523	2 523
Opérations sur titres		5	5		10	10
Prestations sur services financiers	-705	2 334	1 629	-644	2 154	1 510
<b>Total</b>	<b>-1 088</b>	<b>5 847</b>	<b>4 759</b>	<b>-974</b>	<b>4 686</b>	<b>3 713</b>

**Note 20 - Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation (en K€)**

	2019	2020
Opérations de change	34	-17
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>-17</b>

**Note 21 – Autres produits et charges d'exploitation bancaire (en K€)**

	2019	2020
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>479</b>	<b>355</b>
Produits accessoires	440	316
Produits liés à l'assurance	38	35
Reprises de provisions	-	0
Transfert de charges	-	4
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-437</b>	<b>-262</b>

Autres charges d'exploitation bancaire (Divers)	-412	-236
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-25	-26
Dotation aux provisions	-	0
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>93</b>

**Note 22 - Charges Générales d'exploitation (en K€)****Note 22.1 - Charges de personnel (en K€) – Hors charges PSE**

	2019	2020
Salaires - Traitements	7 384	6 492
– dont Refacturation charges de personnel	0	0
Charges de retraite	650	506
Autres Charges sociales	2 895	2 948
Impôts Taxes et versements	392	279
Intéressement des salariés	1	1
Dotation / Reprises sur engagements sociaux	-365	-143
Autres dotations/reprises nettes de provision	-	-
<b>Total</b>	<b>10 958</b>	<b>10 084</b>

**Note 22.2 - Autres charges administratives (en K€)**

	2019	2020
Informatique	3 310	2 464
Imprimés Papeterie	72	57
Frais postaux et Télécommunications	484	411
Honoraires (*)	504	578
Transports et déplacements	409	306
Impôts et Taxes	324	265
Autres Services extérieurs et autres frais administratifs	2 421	3 640
– dont Loyers et charges locatives	762	739
– dont Entretien et autres charges sur immeubles	305	366
<b>Total</b>	<b>7 524</b>	<b>7 721</b>

(\*) Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 145 K€ en 2019 et à 135 K€ en 2020. Il n'y a pas eu d'honoraires complémentaires relatifs aux SACC (Services Autres que le Commissariat aux Comptes) en 2019 et en 2020.

**Note 23 - Coût du Risque (en K€)**

	2019	2020
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-6 984	-5 271
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	5 832	5 292
Pertes irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-9 481	-77
Pertes irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-858	7
Récupérations sur créances amorties	7 743	7
Dotations/ reprises nettes de provisions	-860	-97
<b>Total</b>	<b>-2 888</b>	<b>-139</b>

**Note 24 - Gains ou Pertes sur actifs immobilisés (en K€)**

	2019	2020
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>-52</b>	<b>-7</b>
Moins-value sur cession d'immobilisations	-52	-7
Plus-value sur cession d'immobilisations	0	-
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>-7</b>

**Note 25 – Résultat exceptionnel (en K€)**

Nature	31/12/2020			31/12/2019
	Charges	Produits	Total	Total
<b>Frais de Personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-36</b>
Reprise utilisée PSE	0	0	0	-36
<b>Correction d'erreurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>472</b>
Recalcul dotations crédit-bail	0	0	0	472
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-436</b>

Les durées d'amortissement des contrats de crédit-bail ont été revues pour contrôler l'alignement de la durée d'amortissement par rapport à la durée de vie des contrats. Cette revue a donné lieu à la correction des durées d'amortissement de 10 contrats avec un impact résultat de + 472 K€ sur les exercices antérieurs comptabilisés intégralement en produit exceptionnel dans les comptes 2019.

L'impact sur les exercices précédents se répartit comme suit :

Année	Montant
2015	10
2016	71
2017	193
2018	198
<b>Total</b>	<b>472</b>

**Note 26 - Impôts sur les bénéfices (en K€)**

	2019	2020
Sur résultat courant	3 722	0
Sur résultat 2018	53	0
<b>Total</b>	<b>3 775</b>	<b>0</b>

Suite à la cession, la BDC est sortie du groupe d'intégration fiscale de la Société Générale au 01/01/2020. Du fait de son résultat fiscal déficitaire au 31 décembre 2020, la BDC n'a pas comptabilisé d'impôt sur les bénéfices en 2020.

**Informations sur les instruments financiers à terme**

**Note 27 - Instruments financiers à terme (en K€)**

**Note 27.1 - Juste valeur des instruments financiers à terme :**

	2019		2020	
	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêts (micro-couverture)	20 495	-4 034	0	0
<b>Total opération de gré à gré</b>	<b>20 495</b>	<b>-4 034</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 27.2 - Encours notionnels des instruments financiers à terme par durée résiduelle :**

	Durée Résiduelle au 31/12/2020				31/12/2019
	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	
Swaps de taux d'intérêts (micro-couverture)	0	0	0	0	20 495
<b>Total opération de gré à gré</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 495</b>

**Informations diverses**

**Note 28 - Informations Diverses**

**Note 28.1 - Effectifs rémunérés, ventilés par catégories professionnelles :**

	2019	2020
<b>Effectif total</b>	120	105
– dont Techniciens	74	66
– dont Cadres	46	39

**Dont :**

	2019	2020
Préretraités	3	0
Apprentis	7	4

**Note 28.2 : Réseau commercial**

Agences : 6

**Note 28.3 : Nombre de comptes à la clientèle**

	2019	2020
Comptes à vue	14 430	14 343
Comptes d'épargne à Régime Spécial	14 666	14 525

**V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Assemblée Générale de la société Banque des Caraïbes S.A. (ex -Société Générale de Banque aux Antilles S.A.),

**Opinion**



En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque des Caraïbes S.A. (ex-Société Générale de Banque aux Antilles S.A.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## **Justification des appréciations - Point clé de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances douteuses à la clientèle**

#### **Risque identifié :**

Banque des Caraïbes S.A. (ex-Société Générale de Banque aux Antilles) comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités pour un montant de 10,9 millions d'euros à l'actif comme indiqué dans la note 3 de l'annexe aux comptes sociaux.

La direction comptabilise à l'actif des dépréciations estimées sur base individuelle. L'estimation de la dépréciation requiert de la part de la direction des jugements et des hypothèses.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations des créances pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance relative de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des dépréciations.

#### **Procédures d'audit mises en œuvre :**

Nous nous sommes concentrés sur les principaux dossiers de crédit en date de clôture.

Nos travaux ont consisté principalement à :

- s'entretenir avec la direction du département du risque ;
- réaliser des procédures d'audit substantives sur la base de sondages qui ont consisté à :
  - s'assurer de la correcte classification des créances douteuses et non douteuses ;
  - s'assurer de la correcte réconciliation des encours de crédit entre les données comptables et les données de gestion ;
  - tester la qualité des données, sur la base d'échantillons : taux d'intérêt, date de maturité du crédit, encours de crédit ;
  - évaluer le montant de dépréciation estimée par la direction sur la base d'une sélection de dossiers de crédit.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce, qui appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Désignation du commissaire aux comptes**

Nous avons été nommés commissaire aux comptes de la société Banque des Caraïbes S.A. par l'Assemblée générale du 4 juin 2020.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG S.A. était dans la 1ère année de sa mission.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit du groupe Promontoria MMB de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB**

Nous remettons un rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit du groupe Promontoria MMB figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit du groupe Promontoria MMB la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit externe du groupe Promontoria MMB des

risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Fort-de-France, le 23 avril 2021

**KPMG S.A.**

Nicolas Bourhis  
*Associé*

Karine Jean-Baptiste  
*Associée*

**VI. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.